

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

Orléans, le 19/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CRISTAL UNION (SVI)**

1 rue Etienne Rochette  
45300 Pithiviers-le-Vieil

Références : 459/2023 – VAT 20230507  
Code AIOT : 0010002253

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement CRISTAL UNION (SVI) implanté 1 rue Etienne Rochette 45300 Pithiviers-le-Vieil. L'inspection a été annoncée le 01/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les suites de la visite précédente n'ont pas été gérées lors de la présente visite.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CRISTAL UNION (SVI)
- 1 rue Etienne Rochette 45300 Pithiviers-le-Vieil
- Code AIOT : 0010002253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation de l'établissement est réglementé par les arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 autorisant la Société CRISTAL UNION à poursuivre et à modifier les activités de son établissement implanté sur le territoire de la commune de PITHIVIERS-LE-VIEIL, 1 rue Etienne Rochette, notamment le périmètre d'épandage des effluents et l'exploitation d'un nouveau silo.
- arrêté préfectoral complémentaire du 9 novembre 2020 imposant des prescriptions

complémentaires à la société CRISTAL UNION à PITHIVIERS-LE-VIEIL : « Dérogation à l'impossibilité d'arrêt immédiat de la dispersion de l'eau des tours aéroréfrigérantes en cas de concentration en *Legionella Pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/L.

Le site est soumis à la directive dite IED ; la rubrique principale est la rubrique 3642 (BREF FDM).

Les principales activités de l'établissement relèvent des rubriques :

- soumises à autorisation : 3642 (sucrierie et broyage de pulpes de betteraves), 3310 et 2520 (four à chaux), 3110 et 2910 (combustion), 2160 (silos non plats), 4130 (formol) et 4801 (coke) ;
- soumises à enregistrement : 2160 (silos plats), 2921 (Tours aéroréfrigérantes).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- contrôle de l'entretien et de la surveillance des bassins de décantation et de lagunage ;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages	AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.8	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages	Code de l'environnement du 07/09/2023, article Art. R. 214-122.I-4°	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages	Code de l'environnement du 07/09/2023, article R. 214-124	/	Prescriptions complémentaires	3 mois et 6 mois
7	Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages	AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.8	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages	AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.8	/	Prescriptions complémentaires	15 jours, 2 mois ou 3 mois
10	Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages	Code de l'environnement du 07/09/2023, article R. 214-119.I	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Epandage des co-produits	AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 8.1.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Entretien et conduite des installations de traitement	AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.4	/	Sans objet
4	Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages	AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.8	/	Sans objet
6	Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages	AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.8	/	Sans objet
8	Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages	AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.8	/	Sans objet
11	Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages	AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.8	/	Sans objet
12	Surveillance des bassins non classés	AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.7	/	Sans objet
	Enregistrement d'une canalisation – Guichet unique	Code de l'environnement du 07/09/2023, article R. 554-7.I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : Entretien et conduite des installations de traitement</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. [...] 
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué qu'il dispose d'un responsable des bassins (Agent de maitrise) qui possédait la même fonction sur un autre site auparavant. Il a fait une année en doublon avec l'ancien agent responsable du site de Pithiviers le Vieil Le responsable manage 2 personnes ouvriers qui sont habilités et formés pour contrôler les niveaux d'eau et contrôler les désordres/défauts au niveau des bassins ; ils ont reçu une formation en compagnonnage avec de responsable. L'exploitant a indiqué qu'aucune formation sur les risques hydrauliques n'a été dispensée à ce personnel ; mais, il a été effectué une explication du procédé de surveillance des ouvrages.  <b>L'exploitant pourrait utilement dispenser (en interne ou externe) une formation aux agents en charge de la surveillance des bassins sur les risques inhérents aux ouvrages hydrauliques, les désordres et leurs conséquences, etc... afin de perfectionner les compétences de ces agents.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 2 : Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier de conception des ouvrages (classés)
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant tient à jour un dossier qui contient : - tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service ; [...] 
<b>Constats :</b> <b>C1 :</b> Compte tenu de l'âge des ouvrages, l'exploitant ne dispose pas des documents relatifs à la conception des bassins Maroc Nord et Sud, Viaduc et Monceau 1 à 6. Il lui appartient de disposer d'un dossier technique relatif aux bassins Maroc Nord et Sud, Viaduc et Monceau 1 à 6 décrivant la conception des dits-bassins, sur la base des vérifications et des visites techniques approfondies réalisées périodiquement.
<b>Observations :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents relatifs à la conception des bassins Maroc Nord et Sud, Viaduc et Monceau 1 à 6. En effet, selon la fiche de vie de ces ouvrages, ces derniers ont été construits en 1950.  L'exploitant a présenté le dossier technique de conception du bassin eaux condensées. Ce dossier comprend à titre d'exemple les plans de conception et des données d'étanchéité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>N° 3 : Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/09/2023, article Art. R. 214-122.I-4°
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport de surveillance des ouvrages (classés)
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Art. R. 214-122.I-4° du CE  I.-Le propriétaire ou l'exploitant de tout barrage ou le gestionnaire de digues organisées en système d'endiguement au sens de l'article R. 562-13 établit ou fait établir :  [...]  4° Un rapport de surveillance périodique comprenant la synthèse des renseignements figurant dans le registre prévu au 3° et celle des constatations effectuées lors des vérifications et visites techniques approfondies. Dans le cas d'un système d'endiguement, ce rapport concerne l'ensemble des ouvrages qui composent ce système, y compris ses éventuels dispositifs de régulation des écoulements hydrauliques ;  [...]</p> <p>Art. 71° AM 08/08/2022  1° Le rapport de surveillance mentionné au 4° du I de l'article R. 214-122 est établi par le responsable d'ouvrage. Il rend compte des observations réalisées lors des visites effectuées depuis le précédent rapport de surveillance et comprend des renseignements synthétiques relatifs à la sécurité des ouvrages, notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Les modalités et faits marquants concernant la surveillance, l'auscultation si l'ouvrage est pourvu d'un dispositif d'auscultation, l'entretien et l'exploitation de l'ouvrage au cours de la période postérieure au précédent rapport de surveillance ;</li> <li>b) Les événements susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité (crues, événements météo-marins, séismes, autres événements climatiques...) survenus pendant la période et les dispositions prises pendant et après l'événement ;</li> <li>c) Les accidents, incidents, événements importants pour la sûreté hydraulique, événements ou évolutions précurseurs pour la sûreté hydraulique survenus pendant la période et les dispositions prises pendant et après l'événement ;</li> <li>d) Les travaux survenus pendant la période et les dispositions prises ;</li> <li>e) Les maintenances et vérifications du bon fonctionnement des matériels de sûreté ;</li> <li>f) Les travaux qu'ils soient effectués directement par le propriétaire, l'exploitant ou par une entreprise tierce ;</li> <li>g) Les éventuelles anomalies du comportement de l'ouvrage ;</li> <li>h) Les éventuels défauts, désordres et pannes de l'ouvrage, d'un organe de sécurité ou de l'un de ses composants.</li> </ul> <p><b>Constats :</b>  <b>C2:</b> L'exploitant ne dispose pas d'un rapport de surveillance établi, tous les 5 ans, pour chacun des ouvrages hydrauliques mentionnant une synthèse de l'ensemble des modalités et faits marquants survenus sur ces ouvrages.</p> <p><b>Observations :</b> Le rapport de surveillance est à établir tous les 5 ans selon l'article R. 214-126 du CE.  Sauf erreur, le préfet n'a pas été destinataire de ce rapport.</p> <p>Au cours de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un tel rapport et pour aucun des ouvrages hydrauliques exploités.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>N° 4 : Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre des ouvrages (classés)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient en outre à jour un registre sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques et à l'environnement de l'ouvrage.</p> <p>[...]</p> <p>Art. 6 AM 08/08/2022</p> <p>1° Le registre mentionné au 3° du I de l'article R. 214-122 du code de l'environnement est ouvert dès l'achèvement de l'ouvrage et tenu à jour.</p> <p>2° Le registre est accessible en toutes circonstances. Il est conservé sans limite de durée dans un lieu sécurisé, non soumis aux conséquences de défaillances éventuelles de l'ouvrage ou de dommages induits par un événement naturel (par exemple, inondation). Il comprend notamment les informations relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) A l'exploitation hydraulique de l'ouvrage et aux différents états, en particulier lors d'événements de crue ou de phénomènes météo-marin, rencontrés par l'ouvrage. Pour les barrages et certains aménagements hydrauliques, il doit faire état de la dynamique de gestion de la retenue (remplissage, vidange) ;</li> <li>b) Aux incidents, accidents, anomalies constatés ou faits marquants (y compris les données d'auscultation, le cas échéant) concernant l'ouvrage (y compris les aléas extérieurs), ses abords et, pour le cas des barrages, sa retenue ;</li> <li>c) Aux travaux réalisés, y compris ceux d'entretien dès lors qu'ils intéressent la sécurité de l'ouvrage ;</li> <li>d) Aux manœuvres opérées sur les organes mobiles et les organes de sécurité (en phase de test, en période de crue ou lors de situation d'urgence) ;</li> <li>e) Au recensement des visites de surveillance programmées ou exceptionnelles en précisant les conditions climatiques (sauf si ces dernières sont consignées dans un rapport) durant ces visites ;</li> <li>f) Au recensement des relevés d'auscultation (pour les ouvrages bénéficiant d'une auscultation) ;</li> <li>g) Aux visites techniques approfondies réalisées.</li> </ul> <p>Les informations portées au registre doivent être datées et le rédacteur est systématiquement identifié. Le registre peut être soit sous format papier soit sous format électronique. Dans ce dernier cas, le datage est un horodatage électronique qualifié au sens du règlement (UE) n° 910/2014.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a présenté un registre des ouvrages. Ce registre est sous format informatique depuis 2020. Auparavant, le registre était sous format papier.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'à la suite des visites périodiques du personnel, le service HSE remplit ce registre en compilant les données recueillies.</p> <p><b>Pour rappel, les informations à renseigner dans le registre sont précisées à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 08/08/2022 précisant les obligations documentaires et la consistance des vérifications et visites techniques approfondies des ouvrages hydrauliques autorisés ou concédés.</b></p> <p>L'inspection n'a pas examiné la complétude des éléments mentionnés dans le registre informatique présenté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 5 : Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/09/2023, article R. 214-124
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs d'auscultation
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Art. R. 214-1245 du CE  Tout barrage est doté d'un dispositif d'auscultation permettant d'en assurer une surveillance efficace. Toutefois, un ouvrage peut ne pas être doté de ce dispositif, sur autorisation du préfet, lorsqu'il est démontré que la surveillance de l'ouvrage peut être assurée de façon efficace en l'absence dudit dispositif. L'autorisation prescrit les mesures de surveillance alternatives.</p> <p>Lettre préfectorale du 24/12/2019  [...]  Je vous demande de transmettre à l'inspection des installations classées :  Avant le 31/08/2020, le dispositif d'auscultation retenu à mettre en place, suite aux conclusions du rapport VTA, au sein de chaque ouvrage hydraulique ;  [...]  Je vous demande de mettre en place, avant le 30/06/21, le dispositif d'auscultation retenu au sein de chaque ouvrage hydraulique.</p>
<p><b>Constats :</b>  <b>C3 :</b> Aucun des ouvrages hydrauliques classés n'est doté d'un dispositif d'auscultation.</p>
<p><b>Observations :</b> Les ouvrages hydrauliques exploités par Cristal Union ne sont pas exemptés de dispositifs d'auscultation par voie d'arrêté préfectoral. Aussi, ces ouvrages doivent être doté d'un dispositif d'auscultation, conformément au rappel émis par lettre préfectorale du 24 décembre 2019.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'aucun dispositif d'auscultation n'est présent sur ses ouvrages hydrauliques.</p> <p>L'exploitant a présenté 2 rapports préalables à la mise en œuvre de dispositifs d'auscultation établi par :  • ANTEA  • GEOPLUS ENVIRONNEMENT</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en place comme surveillance palliative à la préconisation d'auscultation d'ANTEA, l'intervention tous les ans du bureau d'études agréé GEOPLUS ENVIRONNEMENT.  Ce dernier préconise aussi la mise en place de piézomètres comme dispositifs d'auscultation, selon une répartition différente de ANTEA, et un relevé 1 fois par mois.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir suivi les préconisations des deux rapports, compte tenu des positions différentes des piézomètres préconisés par ces deux bureaux d'études.</p> <p>Pour rappel, la lettre préfectorale précitée du 24 décembre 2019 de suite demandait une mise en place de ces dispositifs au plus tard le 30/06/2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois pour définir la localisation des piézomètres, pour chaque bassin, puis 6 mois pour la mise en place de ces mêmes piézomètres



<b>N° 6 : Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédures d'exploitation et de surveillance des ouvrages
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances ; [...] 
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté une fiche de renseignement établie pour chacun des ouvrages (classé ou non). Ce document mentionne : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une description/géométrie des bassins,</li> <li>• des informations sur la conception et travaux de construction (si disponible)</li> <li>• des informations sur l'exploitation (entrée et sortie des effluents, type d'effluents)</li> <li>• des informations sur le suivi et la surveillance (fréquence de surveillance, interne ou externe, surveillance de routine ou particulière.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué ne pas disposer d'une procédure ou d'une surveillance spécifique lors de la mise en eau des bassins puisque le remplissage de ces derniers se fait progressivement tout au long de la campagne sucrière.</p> <p>Concernant le ravinement, l'exploitant a indiqué que la conception des déversoirs a été effectué de façon à ce que la jetée se fasse loin des bords des bassins. En effet, lors de la visite, l'inspection a constaté que les déversoirs (canalisations amenant l'eau dans les bassins) présentent une longueur suffisante pour que la jetée se fasse loin des bords des ouvrages.</p> <p>Concernant les effets de vagues, des enrochements ont été mis en place sur les faces intérieures des ouvrages soumises aux vents dominants compte tenu d'une érosion accélérée des pentes par les vagues. Ces enrochements font l'objet d'une surveillance. (Cf point de contrôle sur les plans d'actions des désordres.)</p> <p>L'exploitant dispose également d'une procédure en cas de dommage sur les ouvrages nommée « fuite ou rupture de digue – v3 du 21/05/2021.  Néanmoins, cette procédure ne prévoit aucune mesure de vidange des bassins en cas de sinistre (bassin disposant d'organe de sécurité, pompe mobile disponible, temps de vidange, exutoire des effluents pompés ...).</p> <p><b>L'exploitant pourrait utilement établir une procédure de vidange des bassins en cas de sinistre.</b></p> <p>Concernant la surveillance des ouvrages hydrauliques, l'exploitant a établi une trame de surveillance lors de visite de surveillance du personnel compétent. Le contrôle des ouvrages est quotidien en campagne et hebdomadaire hors campagne.  Le personnel compétent réalise un relevé d'eau de chacun des bassins et assure la surveillance identifiée dans la trame de visite.  L'exploitant a également présenté un document récapitulant les périodicités des contrôles à effectuer nommé « exploitation des ouvrages hydrauliques du 06/09/2023 ».</p> <p>A noter que l'exploitant a indiqué que les bassins de Brandelon sont à sec. Une canalisation relie le bassin Monceau n°6 et les bassins Brandelon situés sur la commune d'Outarville. Les travaux sont achevés. Néanmoins, l'exploitant exclut de transférer les effluents industriels du bassin Monceau n°6 et les bassins Brandelon précités, durant la campagne sucrière 2023/2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 7 : Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'instructions de surveillance des ouvrages
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] des consignes écrites dans lesquelles sont fixées les instructions de surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances ; ces consignes précisent le contenu des visites techniques approfondies (VTA) mentionnées à l'article R. 214-123 du code de l'environnement ainsi que, le cas échéant, du rapport de surveillance et du rapport d'auscultation ou du rapport de contrôle équivalent transmis périodiquement au préfet. Elles font l'objet d'une approbation préalable par le Préfet. [...]
<b>Constats :</b> <b>C4 :</b> L'exploitant ne justifie pas de consignes écrites fixant les instructions de surveillance permettant d'assurer une surveillance robuste des ouvrages, notamment en regard de l'absence d'un référentiel de surveillance vis-à-vis des désordres identifiés sur les ouvrages.
<b>Observations :</b> Les instructions de surveillance de chaque ouvrage est mentionné dans les fiches de renseignement de bassin présentées par l'exploitant. Néanmoins, l'exploitant ne justifie pas de consignes précisant le contenu des VTA. L'inspection attire l'attention de l'exploitant concernant l'article 10 de l'arrêté ministériel du 08/08/2022 qui définit la consistance des VTA.  Enfin, lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que le bassin Monceau n°4 présente une érosion des berges (pente de 1/1 voire moins et non 3/2), l'enrochement situé en partie Ouest présente des traces d'éboulement. Compte tenu des constats de l'inspection et en l'absence d'un diagnostic établi par un bureau d'études agréé, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'un état du bassin compatible à une exploitation lors de la campagne sucrière 2023-2024. L'exploitant a indiqué que ce bassin n'est plus utilisé depuis 2018. Néanmoins, il n'a été en mesure de présenter une consigne interdisant le remplissage du bassin Monceau n°4. De plus, les déversoirs installés sur la digue centrale permettant le remplissage, soit du bassin Monceau n°4, soit du bassin Monceau n°2, sont alimentés par un jeu de vannes ou de brides pleines qui peuvent être manœuvrés aisément, sans consigne contraire. <b>L'exploitant doit établir une consigne interdisant le remplissage du bassin Monceau n°4 et interdisant toute manœuvre des vannes et brides pleines vers le bassin Monceau n°4.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>N° 8 : Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Visites techniques approfondies
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant procède notamment à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des visites techniques approfondies de l'ouvrage (réalisées au moins 1 fois tous les 5 ans pour les ouvrages de classe C). [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté

<p><b>Observations :</b> L'exploitant a missionné la société ANTEA pour procéder à une visite technique approfondie de tous les bassins classés. La VTA a été effectuée en juillet 2020. Le bureau d'études agréé a identifié des désordres sur tous les ouvrages. Les désordres ont été classés selon l'ordre de gravité suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• « 0 » : surveillance de routine pour des désordres du type affaissement/chemin, piste/piétinement/dépôts de matériaux-remblais/enrochement – délai d'action : périodique ;</li> <li>• « 1 » : surveillance particulière pouvant nécessiter un diagnostic spécifique ; désordre constaté sur le remblai ou son environnement proche dont la surveillance est à assurer régulièrement et plus spécifiquement en cas d'évènement inhabituel (fortes pluies, surverse, ...) ou désordre dont les effets sont mal ou peu connus et dont la présence nécessite une étude plus poussée – délai d'action : périodique ;</li> <li>• « 2 » : travaux d'entretien et/ou réparation ; désordre pénalisant pour la pérennité du remblai nécessitant la réalisation d'une action d'entretien ou de réparation du remblai – délai d'action : quelques semaines/mois ;</li> <li>• « 3 » : travaux d'urgence ; désordre grave pénalisant fortement la structure dont le traitement (travaux, entretien, diagnostic, etc..) est nécessaire dans un délai rapide – délai d'action : immédiat.</li> </ul> <p>Le rapport mentionne des désordres de gravités 0 à 2. L'organisme agréé a notamment recensé 84 désordres de niveau 2 sur les 394 désordres observés.</p> <p>Concernant les organes de sécurité des ouvrages, l'exploitant a indiqué que hormis des pompes fixes installées sur les bassins Maroc Nord, Maroc Sud, Eaux claires et Monceau n°6, aucun dispositif de sécurité de vidange n'est installé sur les autres bassins.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les pompes sont suivies par un programme de maintenance prévisionnel.</p> <p>A titre d'exemple, l'exploitant a indiqué que le bassin Monceau n°6 d'un volume de 288 091 m<sup>3</sup> équipé d'une pompe de 800 m<sup>3</sup>/h serait vidé en cas de besoin sous 15 jours (sans interruption).</p> <p>Le service de la DREAL en charge des ouvrages hydrauliques recommande une vidange des ouvrages en cas de risque de sinistre sous 21 jours. Le délai de vidange pour ce bassin serait donc compatible avec la recommandation précitée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 9 :</b> Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des actions à la suite d'une surveillance des ouvrages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant surveille et entretient l'ouvrage et ses dépendances.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>C5 :</b> L'exploitant ne procède pas à une surveillance et à un entretien approprié des bassins notamment du fait du non respect de la périodicité de fauchage et de l'absence de résorption des désordres de gravité 2 identifiés dans le cadre de la visite technique approfondie de juillet 2020 à effectuer sous quelques semaines/mois.</p>
<p><b>Observations :</b> A la suite de la VTA de juillet 2020 réalisée par la société ANTEA sur les ouvrages classés, des désordres ont été identifiés sur l'ensemble des bassins.</p> <p>Les fiches de renseignement des bassins reprennent les catégories de désordres identifiés. L'exploitant a indiqué avoir mis en place un plan d'action au travers de la surveillance périodique des ouvrages.</p> <p>Il a présenté ce plan d'action à l'inspection.</p> <p>Le plan d'action présenté reprend les désordres identifiés dans la VTA de juillet 2020.</p>

Néanmoins, l'exploitant a traduit la résorption des désordres par une surveillance générique d'un type de désordre et non la résorption ou la surveillance d'un désordres précis. En effet, comme décrit dans le point de contrôle précédent, l'exploitant ne dispose pas d'un référentiel de base de suivi de chaque désordre (pas d'état initial, pas de photos). Ainsi les suivis de fonctionnement et les suivis de stabilités sont fait lors des visites du personnel compétent, sans référentiel.

L'exploitant n'est donc pas en mesure de vérifier l'évolution des désordres identifiés lors de la VTA de juillet 2020.

A titre d'exemple, la VTA préconise notamment les travaux d'entretien et/ou de réparation (gravité 2) suivants, à réaliser au maximum sous quelques semaines/mois :

- Des travaux d'entretien sont préconisés en ce qui concerne les désordres suivants :

- La limitation du développement de la végétation arbustive sur les remblais et à proximité des remblais. Au-delà des arbres présents actuellement et qui peuvent s'inscrire dans le cadre de la surveillance effectuée par les agents de Cristal Union, il convient via un entretien régulier de limiter le développement de toute végétation arbustive sur les remblais ou à moins de 5 m des pieds de ces derniers. La végétation actuellement présente devra être réduite autant que faire se peut.

- Les désordres suivants appellent à des travaux de réparation :

- La réparation de l'enrochement au droit de la canalisation du bassin sud (site bassins du Maroc) suite aux phénomènes de glissement et de ravinement (Désordre ouvrage\_P39 : 376) ;

- Les nombreux terriers. Il est nécessaire de les reboucher afin d'éviter une fragilisation accrue du remblai. Il peut également être envisagé la mise en place, au droit des talus les plus touchés, de grillages anti-fouisseurs après avoir terrassé le remblai jusqu'à un horizon sain et avant mise en oeuvre de la terre végétale : l'ensemble des bassins et plus particulièrement les bassins Nord, 3, 4 et 6.

- Mise en place d'enrochements au droit des bassins présentant de l'érosion causée par l'action de l'eau sur les talus (face interne des ouvrages, côté plan d'eau) : Bassin 3, bassin 6 et bassin viaduc.

Concernant ces désordres de gravité 2, l'inspection a constaté la présence d'arbres et d'arbustes sur les parois latérales intérieures et extérieures des bassins. Certains arbres sont présents depuis plusieurs années. L'exploitant n'a donc pas mis en oeuvre des mesures correctives pour supprimer ces désordres identifiés dans la VTA.

Concernant les terriers, l'exploitant a indiqué avoir procédé au rebouchage de ces derniers sans pour autant être en mesure de justifier de la réalisation effective de ces travaux. Il a indiqué que les parois latérales des bassins ne sont pas équipés de grillage anti-fouisseurs.

Concernant les enrochements, l'exploitant n'a pas procédé au renforcement de l'enrochement sur le bassin Maroc Sud et l'inspection n'a constaté aucun enrochement mis en place au niveau du bassin Viaduc pour répondre aux préconisations d'ANTEA.

En conséquence, pour les désordres de gravité 2, soit l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la résorption des désordres, soit il n'a pas mis en oeuvre les préconisations de l'organisme agréé suite à la VTA de juillet 2020.

Enfin lors de la visite terrain, l'inspection a constaté une végétation herbacée très importante sur les parois latérales extérieures des bassins. Or, la fiche de renseignement mentionne que le fauchage est effectué à fréquence semestrielle et au besoin. L'exploitant ne respecte donc pas la fréquence de fauchage qu'il a retenue.

En conséquence, lors des visites de surveillance du personnel compétent, ce dernier est en impossibilité de vérifier la présence de nouveaux désordres sous la végétation (glissement, renard hydraulique) ou de l'apparition de terriers.

L'exploitant a indiqué qu'un fauchage est prévu en fin de semaine 36/2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 15 jours, 2 mois ou 3 mois

<b>N° 10 : Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/09/2023, article R214-119.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Intervention d'un organisme agréé
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Les barrages et les digues sont conçus par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132. Il en va de même des travaux dont ils font l'objet, en dehors des travaux d'entretien et de réparation courante.
<b>Constats :</b> <b>C6 :</b> L'exploitant ne justifie pas de l'intervention d'un organisme agréé dans le cadre de travaux en dehors de l'entretien courant des bassins (remblaiement d'incision dans les digues ou lors des travaux de curage)
<b>Observations :</b> La VTA de juillet 2020 mentionne la présence d'une incision dans la digue centrale entre les bassins Monceau n°2 et 4. Lors de la présente visite, l'inspection a constaté que cette incision a été rebouchée. De plus, lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une incision entre les bassins Monceau n°1 et 5. L'exploitant a indiqué que cette incision a été effectuée lors de la dernière campagne sucrière pour le pompage des eaux. L'exploitant a également indiqué que lors des opérations de curage des bassins, une ouverture totale est effectuée dans une digue des bassins. Les travaux précités ne relèvent pas de l'entretien courant.  L'exploitant a indiqué qu'il n'a jamais fait intervenir un organisme agréé dans le cadre de travaux ne relevant pas de l'entretien courant sur les bassins.  <b>Aussi, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier des caractéristiques de remblaiement effectués, de la réalisation des travaux conformément aux règles de l'art et donc de la stabilité et de l'intégrité des digues reconstituées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>N° 11 : Règles relatives à l'exploitation et à la surveillance des ouvrages</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clotures autour des bassins
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une clôture, d'au moins 2 mètres de hauteur, est mise en place au niveau de chaque bassin ou groupe de bassin afin de limiter le risque d'intrusion. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'inspection a constaté la présence d'une clôture intègre autour des parcelles où sont situés les bassins Maroc/Viaduc/eaux condensées et les bassins Monceau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 12 : Surveillance des bassins non classés</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des bassins non classés
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une surveillance adéquate doit être effectuée pour s'assurer de la non dégradation des digues et pour s'assurer que les bassins ne débordent pas.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué assurer une surveillance des bassins non classés dans les mêmes conditions que les bassins classés. Il a présenté les fiches de renseignement des 2 bassins non classés du Monceau. Le personnel compétent assure la surveillance avec la trame de surveillance établie par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 13 : Epannage des co-produits</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/01/2018, article Art. 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Classification et caractérisation des terres de curage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit procéder au moins 1 fois par an, afin d'obtenir la caractérisation de ces coproduits avant la campagne d'épandage, à l'analyse de conformité de ses produits aux valeurs fixées par les normes applicables. Les écumes de défécation sont des « amendements minéraux basiques » de classe V. Les terres de curage sont des « supports de culture minéraux et de synthèse minérale ou organique » de classe 1 et de type 1.2 « terre végétale ».
<b>Constats :</b> <b>C7 :</b> L'exploitant ne justifie pas de la caractérisation et de la classification des terres de curage. Il ne justifie pas de l'enregistrement des parcelles d'épandage ainsi que de l'acceptabilité des sols à recevoir ces terres de curage.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que les derniers bassins curés sont les bassins Monceau n°1 en 2022 et n°3 en 2021.  L'exploitant a précisé avoir procédé à une caractérisation et une classification des terres de curage. Néanmoins, l'exploitant n'a pas présenté ou transmis cette caractérisation et classification. L'exploitant a indiqué que les terres de curages sont mises en épandage, en général en juillet/août. Il a précisé que les parcelles épandues sont enregistrées et que l'acceptabilité des sols est vérifiée.  <b>A minima pour le dernier curage en 2022, l'exploitant doit justifier de la caractérisation et classification des terres de curage. Il doit également justifier de l'enregistrement des parcelles d'épandage ainsi qu'une justification d'acceptabilité des sols à recevoir ces terres de curage.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 14 :</b> Enregistrement d'une canalisation – Guichet unique
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/09/2023, article R. 554-7.I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Enregistrement d'un exploitant de réseau sur le guichet unique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant de tout ouvrage mentionné à l'article R. 554-2 communique au guichet unique, pour chacune des communes sur le territoire desquelles se situe cet ouvrage, sa zone d'implantation et la catégorie mentionnée à l'article R. 554-2 dont il relève ainsi que les coordonnées du service devant être informé préalablement à tous travaux prévus à sa proximité. Dans le cas des ouvrages sensibles pour la sécurité mentionnés au I de l'article R. 554-2, ces coordonnées comprennent obligatoirement un numéro d'appel permettant en permanence un contact immédiat avec l'exploitant afin de lui signaler des travaux urgents ou l'endommagement accidentel de l'ouvrage. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué qu'il ne dispose pas du DOE de la canalisation reliant les bassins Monceau et les bassins Brandelon. Aussi, en l'absence du DOE, il ne peut fournir au guichet unique la zone d'incertitude de l'ouvrage (ZIO) et ainsi procédé à son enregistrement.</p> <p><b>L'exploitant doit à réception du DOE enregistrer la canalisation d'effluents industriels entre ces ouvrages dans le guichet unique.</b></p> <p>L'enregistrement de la canalisation sur le guichet pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet